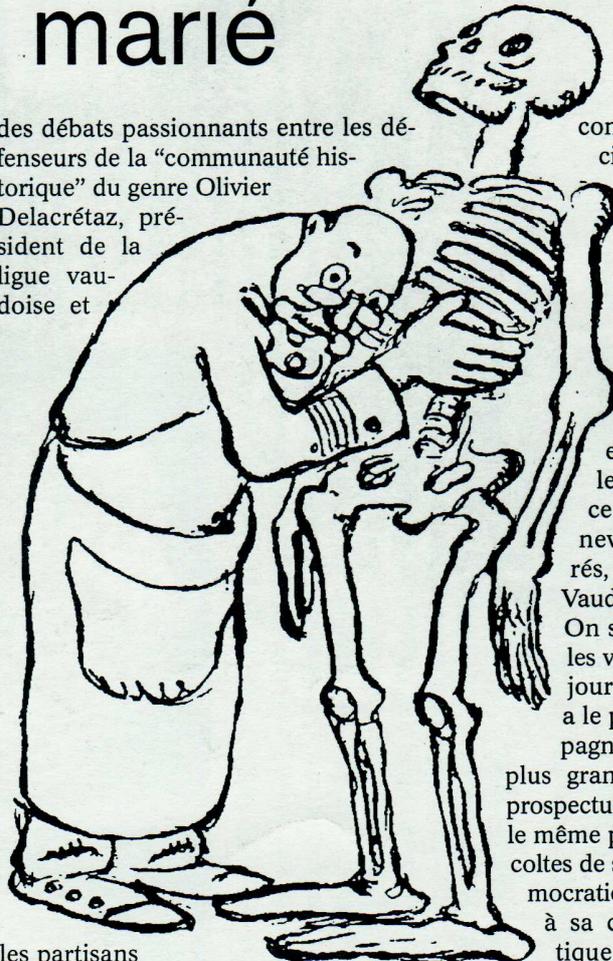


## Des esprits chagrins voulaient la peau du marié

COMMENT FAIRE POUR RENDRE LA POLITIQUE ET LES POLITICIENS INTÉRESSANTS ? Quelques grands hommes à la tête desquels on trouve l'ancien conseiller d'Etat radical vaudois Philippe Pidoux ont eu une grande et magnifique idée: l'union Vaud-Genève. Il fallait y penser! Depuis trois ans, l'affaire a été rondement menée, des partisans du "changement révolutionnaire" ont été trouvés dans tous les partis: des libéraux à l'alliance de gauche. Sportif, sociologue ou banquier privé... on se bouscule pour être de la partie.

L'autre jour, des esprits chagrins, ont tenté de torpiller cette splendide initiative sous prétexte que des jeunes avaient été payés pour récolter les signatures à Genève, ce qui était contraire à l'article 183 de la loi genevoise sur l'exercice des droits politiques. Heureusement, notre petite république du bout du lac a la chance d'avoir comme procureur un vrai croisé de la démocratie. Grâce à Bernard Bertossa, l'initiative sera soumise au peuple sans coup férir. Ben voyons, les gars, ils étaient payés au mois et non à la pièce, nuance! Et puis, ailleurs en Suisse, le travail aux pièces se généralise dans le secteur de la signature, il faudra bien que les Genevois cessent de se singulariser! Nous aurons donc la chance d'assister à

des débats passionnants entre les défenseurs de la "communauté historique" du genre Olivier Delacrétaz, président de la ligue vaudoise et



les partisans du changement d'échelle comme l'ex-dirigeant de l'Union syndicale suisse Beat Kappeler qui prédit que des supercantons produiront, grâce à une saine

concurrence, des superpoliticiens «plus ouverts au monde», mieux payés et disposant «des meilleurs relais dans les milieux économiques» (L'Hebdo 27.08.98). Plaisanterie mise à part, ce mariage pourrait aussi provoquer une harmonisation des salaires des travailleuses et travailleurs de l'Etat. Vu le rapport de forces actuel, ce seront sans doute les Genevois, moins mal rémunérés, qui s'aligneront sur les Vaudois...

On sait depuis longtemps que les votations sont presque toujours gagnées par le camp qui a le plus d'argent pour sa campagne et qui peut se payer le plus grand nombre d'affiches, de prospectus, etc. Faut-il s'étonner que le même principe s'applique aux récoltes de signatures? Notre belle démocratie ressemble de plus en plus à sa cousine américaine: politique purement commerciale, guéguerre entre groupes de pression, recours à la "justice"... Décidément, on n'arrête pas le progrès.

M. ARGERY

### 700 exécutions, basta !

Aux Etats-Unis, depuis la réintroduction de la peine de mort en 1976, on assassine à tour de bras dans les prisons : en février, la 700e exécution aura lieu ! Dans le Texas du nouveau président Bush, la peine de mort est anodine et fait partie du train-train quotidien ; d'autres Etats connaissent une croissance exponentielle du nombre d'exécutions. Des mineurs (au moment de leur délit), des innocents (Mumia Abu-Jamal) attendent leur tour dans le couloir de la mort.

*Pour crier stop à cette BUSHerie, manifestation le 8 février à Genève, 18h30, zone piétonne du Mont-Blanc.*

### S O M M A I R E

Uranium appauvri La poudre (de plutonium) aux yeux

Internet Les bienfaits du web: ça te rend libre, égal et beau !

Théorie Anticapitalisme vs antilibéralisme

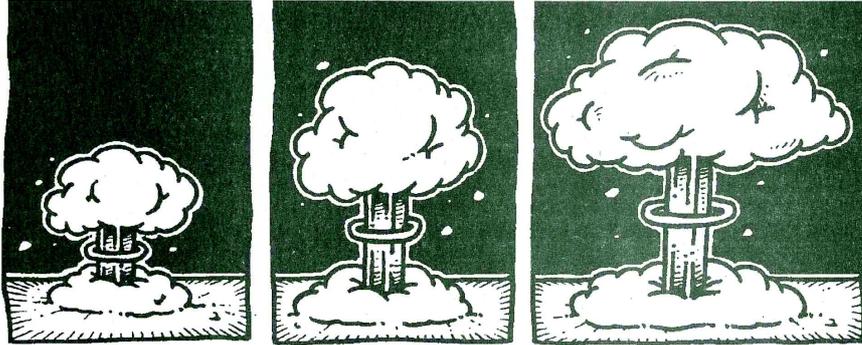
# Poudre aux yeux

**URANIUM APPAUVRI** • La saga des munitions employant des métaux radioactifs n'en finit pas (1). Des éléments nouveaux jettent une lumière crue sur l'absence d'étanchéité entre les filières civile et militaire du nucléaire, étanchéité que les pouvoirs politiques ont si souvent invoquée afin de rassurer les populations, et à laquelle les militants antinucléaires n'ont, à la vérité, jamais cru.

Le Laboratoire Atomique-Chimique (AC) de Spiez a décelé, dans les munitions à l'uranium appauvri (UA) utilisées en Kosovo, des traces d'uranium 236 (U 236) et d'uranium 232 (U 232). Parallèlement, l'armée américaine a confirmé avoir retrouvé des traces de plutonium dans

des certains militaires) était accompagné de peu recommandables U 236, U 232 et plutonium : de quoi, sans doute, expliquer ces maladies "inexpliquables". Bref, il apparaît maintenant que l'on a largement bombardé l'Irak, la Bosnie et la Kosovo au moyen de munitions bien plus radioac-

début des années quatre-vingt, la fabrique de munitions de Thouna a effectué des essais, ceci bien que le Laboratoire AC de Spiez se soit prononcé en 1976 déjà contre l'utilisation d'UA en raison des risques pour l'environnement. Et si tous ces essais n'ont pas abouti, c'est qu'ils se sont révélés « peu



l'UA utilisé dans la fabrication de munitions et de blindages. Tant ces deux isotopes de l'uranium que le plutonium, inexistant à l'état naturel, se révèlent bien plus toxiques et radioactifs que l'UA. La seule explication de leur présence est que la matière première provient du retraitement de combustible nucléaire usé issu de la filière civile. Et ... il y a de bonnes chances que les déchets nucléaires suisses, retraités en Angleterre à l'usine de Sellafield, se soient retrouvés dans la chaîne de production, les fabricants d'armes s'étant approvisionnés à cette source.

Une quantité infime de poussière de plutonium, émise par exemple lors de l'impact d'une ogive, suffit à « engendrer de graves troubles de santé » (2). Les hauts responsables, politiques, militaires et médicaux de Suisse et de l'OTAN ne cessent de crier haut et fort l'absence de lien entre les leucémies contractées par certains soldats et l'UA. Mais il est maintenant prouvé que l'UA (presque inoffensif aux

tives que ce que militaires et politiques, la bouche en cœur, l'ont précédemment affirmé, et qu'il semble parfaitement impossible de disposer d'UA "propre", c'est-à-dire dépourvu d'autres isotopes très toxiques.

Si la Suisse se permet maintenant de jouer les enfants de chœur en demandant, par la bouche de son nouveau président "socialiste" Leueunberger, l'interdiction des munitions à l'UA, il ne faut pas oublier que dans le passé, ses fabricants d'armes bien aimés Hispano Suiza et Oerlikon-Bührle (regroupés depuis au sein d'Oerlikon Contraves) se sont intéressés à l'UA, jusqu'à effectuer des tests et des tirs, à Genève en 1969 et à Schwytz entre 1966 et 1970. Dans ce dernier canton, un employé de la place de tir est mort de leucémie, et des vaches y ayant pâTURÉ ont souffert de "maladie suspecte", officiellement une cirrhose causée par un aliment (c'est vrai que le répréhensible penchant des vaches pour le pastaga et le p'tit blanc est bien connu). Plus près de nous, au

concluants ». Lisez par là que les applications et la perspective de rentrées sonnantes et trebuchantes n'apparaissent pas assurées à l'époque. En définitive, la profession de foi anti-UA affichée actuellement par nos autorités paraît pour le moins hypocrite et cynique.

Terminons ce triste inventaire de turpitudes par une note cocasse : il se trouve qu'un golf a été créé à proximité immédiate de la place de tir schwytoise sur laquelle ont été testées les munitions à l'UA, et que le sable utilisé dans le green est celui qui a auparavant tapissé les aires de tir (3) ! Il y a donc des chances que les golfeurs, dont un manager d'Oerlikon Contraves, aient été en contact avec des matériaux contaminés. Des analyses sont en cours. Comme quoi, parfois, l'arme se retourne contre celui qui la brandit...

F. MIRAIL

1. Voir AUJOURD'HUI n° 76
2. *Le Monde* du 19 janvier 2000
3. Selon une info parue dans *dimanche.ch* du 21 janvier

**Leonard Peltier** • Leonard finira donc sa vie en prison. Cet Amérindien, accusé à tort du meurtre d'agents du FBI et condamné lors d'un procès truqué n'avait plus que la grâce présidentielle comme ultime recours. Il l'a adressée à William Clinton, qui n'a pas cru bon de la lui accorder avant de tirer sa révérence. **Irak** • Systématiquement, l'armée US continue de bombarder l'Irak (1000 bombes depuis 1997). « Nous faisons des vols de reconnaissance et de temps en temps nous lâchons des bombes parce que nous l'avons fait depuis dix années et personne ne nous a dit d'arrêter » déclare un expert militaire. Dernièrement, ils ont lâché leurs bombes sur un groupe de bergers irakiens parce qu'une

image satellite avait pris un abreuvoir pour les troupeaux pour un lance-missile. Depuis décembre 1998, plus de 300 civils ont ainsi été assassinés. Apparemment, ces opérations servent aussi de champ d'expérimentation pour les armes.

Breve parue dans *Dans le monde une classe en lutte*, nov. 2000, d'après des infos de *International Herald Tribune*.

**Erika** • Malgré la difficulté de ce genre d'exercice dans un secteur économique qui élève l'opacité au rang d'art véritable, un journaliste français a retrouvé le présumé propriétaire du pétrolier Erika de triste mémoire. Réjouissons-nous, il s'agit d'un concitoyen zougnois, agent fiduciaire et ... propriétaire de deux bougeries. Les justices suisse et fran-

çaise sont sur l'affaire. Reste à savoir quelle peine pourrait encourir ce boucher-fiduciaire : le système juridique doit certainement comporter suffisamment de subtilités pour lui permettre d'échapper à toute responsabilité.

**Tchéchénie** • Suite à l'enlèvement le 9 janvier d'un membre de Médecins sans frontières-Hollande, Kenny Gluck, les ONG ont décidé de quitter la Tchétchénie. laissant ainsi les habitants en prise à de graves difficultés sanitaires, mais aussi aux mains de l'armée russe. Les seuls regards étrangers, permettant d'attester les exactions russes se sont donc fermés. *Le Monde* du 20 janvier consacre une page entière à ce problème, et relate le témoignage d'un

# La société des cyberégaux

**INTERNET** • Le commerce par Internet se développe. Les secteurs de service s'emploient à le rendre inéluctable : ainsi, en Suisse, les banques ont trouvé le moyen de pousser leur clientèle à utiliser Internet. Tant pis pour ceux qui n'en ont pas les moyens, de toute façon ils ne sont pas intéressants. Les Etats légifèrent pour sécuriser les échanges et les polices s'emploient à combattre la cybercriminalité (cf. AUJOURD'HUI n° 65). Et puis, un grand effort est fait pour éduquer les populations.

Dans le délire oppressant d'imposer Internet et l'économie qu'il sous-tend, les maîtres qui nous dirigent en arrivent à affirmer que « l'accès généralisé à Internet contribuera à réduire les inégalités sociales » (1). Le tour de magie est digne d'un Copperfield : mettez un ordinateur équipé d'un modem dans les mains d'un SDF ou d'un enfant exploité et les voilà sur pied d'égalité avec Bill Gates ! Après la voiture, la télévision, etc, le mythe de la technologie libératrice a la vie dure. Un discours qui arrange bien les entreprises de la "nouvelle économie" mais qui omet de signaler que cette société de l'information, comme certains la nomment, reste gouvernée par le capitalisme et par l'exploitation du plus grand nombre. Des professions comme celles de vendeur, de sommelier, de maçon subsisteront (2) avec leurs dures conditions de travail. Et qui peut croire que chacun aura accès à un ordinateur avec les mêmes libertés et possibilités d'utilisation que quiconque ?

Dans le même ordre d'idée, le gouvernement français a lancé son programme "cyberjeunes". Un programme devant équiper les Points jeunes des banlieues en accès à Internet. Objectif : combattre l'exclusion et la délinquance. Eh oui, « Quand

les jeunes sont devant l'ordinateur, ils s'oublient, ils sont dans un autre monde » (3). Aaaaah, quelle tranquillité ! Certes cette offre permet à certains de se familiariser avec des technologies qui deviennent dominantes et de plus en plus indispensables, entre autre, à la recherche d'un emploi, mais, que diable, l'exclusion ne se mesure pas uniquement à la possibilité de pianoter sur un clavier. D'ailleurs, certains regrettent déjà que « cette offre n'attire pas forcément les jeunes les plus en difficultés » (4) et que ceux qui l'utilisent ne le font que pour chatter, jouer ou faire du commerce illégal. Du coup, d'aucuns verraient d'un très bon œil un contrôle de l'utilisation des Points jeunes Internet sous la forme d'un accès sous paiement ou d'une programmation des activités selon le bon vouloir des autorités. Bref, discipliner et canaliser l'utilisation d'Internet dans la voie la plus "intéressante" actuellement : le cybercommerce.

TEO KASIN

1. W. Clinton, *Le Monde*, 10 janvier 2001.
2. Aux Etats-Unis, les économistes prévoient que d'ici 2006, le plus grand nombre d'emplois seront créés parmi les professions de caissier, vendeur, réceptionniste, etc, *Le Monde*, 10 janvier 2001.
- 3 et 4. *Le Monde*, 9 janvier 2001.

## Répression ordinaire

A Genève, la tendance est nettement à la criminalisation et à la répression des manifestations, surtout quand celles-ci regroupent essentiellement de jeunes ou alors sont appelées par des organisations peu connues. Ce sont tout d'abord les participants à la Critical Mass du 25 février 2000 qui, lourdement amendés (jusqu'à 600.- d'amende, voir AUJOURD'HUI n° 73 et 74), se sont retrouvés au Tribunal suite à leur recours. A ce jour, le jugement est toujours attendu.

Mais c'est aussi un des membres du comité de soutien à Leonard Peltier, comité organisateur de la manifestation du 25 novembre 2000 (voir AUJOURD'HUI n° 60), qui se retrouve lui aussi face à la justice. Le procureur Bertossa lui reproche en effet d'avoir attenté à la tranquillité publique (la manif avait lieu un samedi à 17h00, rue du Mont-Blanc, notoirement connue pour sa tranquillité !) et de ne pas avoir respecté les termes de l'occupation déléguée par les flics. Facture : 610 francs ! Bien entendu, notre copain conteste cette amende excessive. L'audience est fixée au jeudi 1er février à 10h20, au Palais de justice, Bâtiment G, salle G1. Rendez-vous est donc donné à toutes les personnes qui désirent défendre la liberté de manifester et apporter leur soutien au recourant.

produit à un moment idéal pour le pouvoir russe : en effet, dans deux semaines, l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe discutera de la possibilité de rendre son droit de vote à la Russie et d'abandonner certaines sanctions, imposées pour cause de massacres.

Ce qui fait dire aux Tchétchènes et aux ONG que l'enlèvement de Gluck est à mettre au crédit du FSB (ex KGB).

Nous rappelons à nos lecteurs que la collecte de fonds en faveur des réfugiés tchéchénes est toujours ouverte (DIRECT ! 1201 Genève CCP 17-574134-6 mention Tchétchénie).

Le départ des ONG étrangères se

FM.

# Vessies roses et lanternes rouges

**THEORIE** • *Sous le titre « Antilibéralisme ou anticapitalisme ? Ou comment ne pas prendre des vessies roses pour des lanternes rouges », Alain Bihir – un sociologue de culture marxiste mais assez proche des libertaires – nous offre, dans la revue A Contre Courant\*, un long article de réflexion sur les mouvements opposés à la mondialisation. A ses yeux, ceux-ci sont de plus en plus nombreux et diversifiés. Cela va des mouvements ponctuels et plus ou moins informels aux groupes organisés comme ATTAC, dont il est beaucoup question dans son texte.*

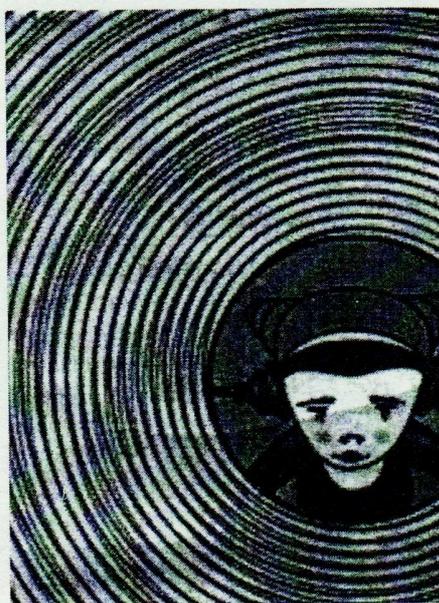
Tous ces mouvements – dont l'action est surtout visible lors de mobilisations périodiques : Seattle, Prague, Nice, Davos... – ont une caractéristique commune : leur *antilibéralisme*. Mais ils ne sont pas, en majorité, *anticapitalistes*. Pour nous faire comprendre la nuance, Alain Bihir va distinguer ces deux notions en commençant par nous expliquer ce qu'est le libéralisme. Il s'agit d'une idéologie qui a émergé en Europe occidentale aux XVIIe et XVIIIe siècles et dont les trois idées-forces seraient la liberté, l'individu et l'égalité juridique... Grâce à cette idéologie, la bourgeoisie est parvenue à renverser le système féodal et à prendre le pouvoir. Il aurait pu dire aussi que le libéralisme repose sur un postulat assez astucieux suivant lequel l'enrichissement des riches produirait le bien-être du plus grand nombre...

Après la crise économique de 1929 et surtout après 1945, les dirigeants des pays occidentaux ont mis en place des mesures sociales qui tournaient le dos à certains principes libéraux. C'est ce qu'on a appelé l'Etat providence et/ou le compromis fordiste. Mais depuis le milieu des années 1970, les idées libérales sont revenues en force et l'on assiste à la « mondialisation » qui se caractérise par le démantèlement des acquis sociaux, la privatisation des services publics, etc.

C'est en réaction à cette évolution que s'est développée la mouvance antilibérale dont ATTAC serait le « *fer de lance* ». Ce mouvement s'en prend à la dictature des marchés, surtout des marchés financiers, mais pas aux rapports capitalistes de production ou à la division de la société en classes sociales. Autrement dit, l'antilibéralisme veut limiter le pouvoir du marché, mais pas l'abolir et pour cela il compte « *essentiellement s'appuyer sur les Etats* ». Ce qu'il propose c'est « *un autre mode de gestion du capitalisme, par exemple plus respectueux des intérêts des travailleurs ou des contraintes écologiques* ».

L'anticapitalisme, par contre, « *vis* à un *dépassement révolutionnaire du capitalisme* ». Il veut abolir la pro-

priété privée des moyens de production, remplacer le marché par « *une planification démocratique de la production* » et supprimer « *la division entre travail manuel et intellectuel dans le cadre de l'autogestion des unités de production* ». Ce projet de société, c'est « *le communisme* », dont



Bihir refuse de discuter le caractère utopique ou non, mais dont il dit que rien n'assure qu'il « *parviendra un jour à réunir les conditions tant subjectives qu'objectives de sa réalisation* ». Il y a là, chez Bihir, une rupture intéressante avec l'un des principes marxiste qui voudrait que le capitalisme engendre, par sa propre dynamique, les conditions objectives de son dépassement communiste. Par contre, on pourrait discuter l'idée de « *planification démocratique* » qui laisse sans réponse la question des planificateurs susceptibles de profiter des postes de pouvoir qu'ils occuperaient pour dominer le reste de la société. Bref, nous aurions aimé en savoir un peu plus sur sa réflexion à ce sujet.

La conclusion d'Alain Bihir est assez curieuse, ambivalente. D'un côté, il dit que la mouvance antilibérale a des chances de rallier non seulement les classes moyennes, les paysans, les ouvriers... mais aussi « *une partie du*

*grand capital industriel et commercial* ». Il affirme que des capitalistes pourraient être tentés de s'appuyer sur les « *nouvelles régulations, au plan national comme international* » proposées par des groupes comme ATTAC, dans le but de stabiliser « *le nouveau régime d'exploitation et de domination* » résultant de la vague néo-libérale de ces 25 dernières années. De l'autre côté, il considère que ce mouvement « *réformiste* » est tout de même salubre et que les anticapitalistes doivent s'y investir pour l'« *infléchir le plus possible vers des positions plus radicales* ». Malheureusement, il ne donne aucune indication sur la stratégie à adopter dans ce chemin, à première vue, semé d'embûches et de chausse-trapes. Les anticapitalistes peuvent-ils réellement rivaliser avec les antilibéraux sur le terrain proposé par ces derniers ? Ne risquent-ils pas de servir de force d'appoint à un mouvement susceptible d'être récupéré voir même utilisé par une partie de la classe dominante ? Doivent-ils privilégier des manifestations souvent spectaculaires, mais ponctuelles, ou agir en priorité là où ils vivent, travaillent, étudient ? N'y aurait-il pas une réflexion théorique à mener pour préciser les critiques que nous faisons au système capitaliste et le projet de société que nous voulons ? Le débat reste ouvert.

M. ARGERY

\*A Contre Courant n° 119, novembre-décembre 2000

Adresse : B.P. 2123, F-68060 Mulhouse CEDEX.  
Sur internet : <http://www.acontrecourant.org>

Editeur responsable Claude Cantini  
Tirage 1600 exemplaires  
Courrier DIRECT! Case postale 2254  
CH-1211 Genève 2  
Téléphone & fax int+4122 734 29 22  
! NOUVEAU! Email [direct\\_ait@tao.ca](mailto:direct_ait@tao.ca)  
CCP DIRECT! 17-574 134-6.  
Local 24, rue de Montbrillant, Genève  
Internet [www.tao.ca/~direct\\_ait](http://www.tao.ca/~direct_ait)